



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/C.2/52/SR.37  
15 novembre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

---

### DEUXIÈME COMMISSION

#### COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 37e SÉANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 11 novembre 1997, à 15 h 30

Président : M. DE ROJAS (Venezuela)

#### SOMMAIRE

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence et des services d'appui, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.



La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)  
(A/52/3, A/52/175-E/1997/75, A/52/203-E/1997/85, A/52/212, A/52/222, A/52/354,  
A/C.2/52/5, E/1997/49 et E/1997/INF/3/Add.1)

1. M. KAMAL (Pakistan), en sa qualité de président du Groupe de travail sur l'informatique, rappelle que le Conseil économique et social a créé, par sa résolution 1995/61 du 28 juillet 1995, ce groupe de travail dans le dessein fondamental de permettre aux États Membres, dans la mesure des ressources disponibles, d'accéder de façon économique, simple et sans entrave aux bases de données et systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies.

2. En commençant à organiser ses travaux, le groupe de travail a décidé d'accorder la priorité à trois points particuliers : le raccordement des missions permanentes au système des Nations Unies, la formation, et l'élimination des obstacles à l'accès aux bases de données de l'Organisation des Nations Unies. Il a décidé, dans le même temps, que son sous-groupe technique s'attacherait essentiellement à résoudre les problèmes les plus concrets de la réalisation des objectifs fixés. Parmi les résultats obtenus par le groupe, il convient de distinguer particulièrement ceux-ci : en juin, les raccordements ont été établis avec toutes les missions; il a été organisé des programmes de formation en fonction des besoins des missions et de ceux du Secrétariat; on a éliminé divers obstacles qui s'opposaient à l'accès au réseau et connecté le système de disques optiques avec Internet; on a introduit dans ce système, dans les sept langues officielles, les résolutions et décisions des principaux organes des Nations Unies à partir de 1946; on a fait figurer de façon systématique dans la présentation des Nations Unies sur Internet les informations et les documents importants de l'Organisation; on a enseigné aux missions comment utiliser le langage HTML, ce qui leur a permis de confectionner leurs propres pages de présentation; il a été mis en place un service de téléconférence et installé des ordinateurs personnels reliés à Internet dans le salon des délégués et dans la bibliothèque Dag Hammarskjöld; enfin il a été organisé des symposiums sur l'informatique auxquels ont assisté des représentants des missions permanentes, du Secrétariat et du secteur privé. Grâce à tout cela, on est arrivé à conférer plus d'efficacité à l'utilisation des techniques de la communication et permis ainsi de réduire les frais de voyage et d'impression, de gagner du temps et d'éviter les gaspillages et les doubles emplois.

3. Parmi les autres dispositions prises récemment, il faut mentionner la création d'un ensemble uniforme d'adresses pour le courrier électronique, dites "adresses collectives List-serv" pour chacun des groupes régionaux et pour le Groupe des 77. Ce service permet d'adresser des messages automatiquement par courrier électronique à toutes les missions permanentes et à tous les États membres de chaque groupe. La bibliothèque Dag Hammarskjöld a entrepris de constituer un groupe qui répartira les frais de licences pour l'utilisation des services d'information en ligne, par exemple ceux de l'*Economist Intelligence Unity* ou de *NewsEdge*, que l'on peut trouver sur Internet. Il s'agira d'inclure les missions permanentes dans les contrats en tant qu'utilisateurs agréés. De même, il a été organisé divers cours d'utilisation d'Internet. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui a apporté une contribution décisive à l'établissement des connexions et à l'élimination des obstacles à

l'accès aux réseaux de communication, a confié au Secrétariat la responsabilité des services d'appui aux missions permanentes. Même si le Secrétariat ne dispose pas de ressources suffisantes à cet effet, il essaiera d'assurer les services voulus aux États Membres. Le sous-groupe technique se consacre actuellement à l'élaboration d'une stratégie de gestion de l'information à appliquer au niveau de l'ensemble du système. Le groupe de travail lui-même prépare un document sur le problème technique que pose en informatique le passage à l'an 2000 et ce document sera remis aux missions permanentes. Comme chaque organisation du système des Nations Unies utilise un nom de site propre sur Internet et comme cela rend difficile l'accès aux bases de données de ces organisations, le groupe de travail envisage la possibilité de créer un nouveau nom de site qui sera attribué aux Nations Unies et qui s'appliquera à toutes les organisations du système. Le sous-groupe technique étudie comment permettre aux États Membres d'utiliser le programme de création de réseaux de développement durable du PNUD, relier les systèmes de téléconférence avec les universités et encourager l'utilisation de techniques informatiques pour la rédaction des résolutions et des documents.

4. Se référant au rapport du Secrétaire général sur les idées nouvelles et novatrices pour mobiliser des fonds afin de faire face aux engagements et priorités adoptés d'un commun accord au niveau mondial (A/52/203), M. KVALHEIM (Norvège) signale que les auteurs du document n'ont pas étudié les modalités, la faisabilité, les coûts ni les avantages de l'utilisation de sources nouvelles et novatrices de mobilisation de fonds, comme le prescrivait la résolution 1996/48 du Conseil économique et social. De plus, les conclusions qui figurent au paragraphe 10 paraissent exagérément concluantes considérant le petit nombre de réponses reçues des gouvernements et des organisations.

5. Le Gouvernement norvégien estime que les sources de financement dont il est question dans le rapport doivent venir compléter l'aide officielle au développement et que les ressources que l'on en tirera ne devraient pas être utilisées comme des fonds normaux pour les activités des institutions des Nations Unies. De plus, l'analyse réaliste de la situation actuelle des fonds de contributions volontaires, des perspectives de son évolution ainsi que du volume de ressources dont l'Organisation a besoin pour ses activités, fait apparaître que les fonds supplémentaires devraient provenir principalement de pays qui ne sont pas des donateurs traditionnels ou bien être obtenus par des moyens nouveaux et novateurs. La Norvège soutient la proposition faite par le Secrétaire général de créer un office de financement du développement qui assumerait l'importante fonction de rechercher de nouvelles sources de financement et qui pourrait approfondir l'analyse de ces questions avec l'aide de spécialistes reconnus de la question.

6. M. GOLUBOV (Ukraine) estime que les progrès réalisés dans la restructuration et la revitalisation des institutions des Nations Unies compétentes en matière économique et sociale et dans les domaines connexes, dont il est fait état dans le rapport du Conseil économique et social, permettraient d'organiser plus efficacement la série de réunions de haut niveau à partir du choix opportun du thème principal de la session de fond du Conseil. Néanmoins, les résultats de la plus récente session démontrent qu'il reste encore beaucoup à faire. Par exemple, les débats sur les conclusions des réunions de haut niveau ont été trop prolongés et on a laissé de côté, dans le texte des conclusions, certaines observations utiles faites en séance plénière; même s'il

est certain que le nombre des résolutions et des décisions a diminué et que l'on a évité des débats infructueux, il faut encore améliorer les méthodes de travail; de même, l'ordre du jour de la série de réunions de caractère général est trop fourni.

7. Au sujet du programme de réformes proposé par le Secrétaire général, la délégation ukrainienne soutient la recommandation à l'effet de renforcer les fonctions essentielles de gestion normative et de coordination du Conseil de façon qu'il puisse mieux intervenir dans le dialogue sur la coordination des politiques macro-économiques. Elle est également d'accord sur le fait que le Conseil doit améliorer l'organisation de ses sessions et les procédures de présentation des rapports, ainsi que rationaliser son dispositif subsidiaire. Toutefois, elle estime que le travail et les fonctions du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement d'un côté, et du Comité des ressources naturelles de l'autre, ne doivent pas rester fusionnés dans le cadre de la Commission du développement durable, car cela alourdirait la tâche de la Commission, organe chargé de la mise en oeuvre du programme Action 21. L'Ukraine doute qu'il soit opportun, pour le Conseil économique et social, de tenir ses sessions de types divers à des périodes différentes de l'année, considérant, non seulement l'augmentation éventuelle des dépenses que cela impliquerait, mais également que ses décisions pourraient perdre leur caractère global. L'Ukraine soutient la recommandation faite par le Secrétaire général de prolonger la durée des sessions consacrées aux activités opérationnelles et de remplacer le Comité de planification du développement par des groupes d'experts de diverses questions de politique.

8. M. DOS SANTOS (Mozambique) se rallie à la déclaration faite par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine et déclare que sa délégation se félicite des résultats de la plus récente session de fond du Conseil économique et social, tenue à Genève, au cours de laquelle ont été approuvées les conclusions des réunions de haut niveau concernant la "Promotion d'un environnement favorable au développement : courants financiers, y compris flux de capitaux, investissements et commerce". Les participants aux réunions de haut niveau ont défini les éléments fondamentaux d'un environnement propice au développement, à savoir, à l'échelle internationale, la création et le maintien de la stabilité internationale, la démocratisation des relations internationales, la mise en place d'un régime de commerce plus multilatéral et le soutien à apporter aux membres les plus faibles et les plus vulnérables de la communauté internationale grâce à un traitement plus favorable en matière de commerce et de finances. Sur le plan national, il a été déterminé que l'adoption de politiques macro-économiques adéquates et la création de conditions favorables à l'investissement étaient indispensables pour créer un milieu propice au développement.

9. Le Gouvernement du Mozambique encourage les investissements privés nationaux et étrangers moyennant l'adoption de mesures destinées à protéger ces investissements et de quelques mesures fiscales. De plus, dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe, il a été adopté des mesures collectives pour améliorer la coordination et l'harmonisation des politiques macro-économiques et attirer les investissements dans la région. Ces mesures, conjuguées avec la stabilité politique existante, offrent aux investisseurs des occasions sans pareilles. Il faut toutefois aussi, pour créer un environnement propice, que la communauté internationale coopère. La délégation du Mozambique

demande donc que soient mis en oeuvre les accords conclus, en particulier pour aider les pays les moins avancés afin qu'ils puissent profiter des possibilités qu'offre la mondialisation de l'économie.

10. L'éradication de la pauvreté au Mozambique revêt une importance capitale pour le gouvernement et pour la société tout entière. Dans son plan quinquennal, le gouvernement a donné la plus haute priorité à cet objectif ainsi qu'à la prestation de services sociaux fondamentaux, par exemple l'approvisionnement en eau et l'assainissement, car plus de 60 % de la population des zones rurales et périurbaines vivent dans une pauvreté absolue et la majorité de la population manque d'eau potable. La question de la pauvreté, qui ne peut se voir résolue à court terme, appelle l'adoption de mesures collectives à l'échelle internationale, non seulement à titre de bienfaisance mais également et surtout pour la création de possibilités d'emplois et la prise en compte des problèmes généraux du développement mondial.

11. L'amélioration de la condition de la femme est liée aux questions plus générales de participation de toute la société au développement, et les conclusions du Conseil concernant l'intégration d'une démarche soucieuse de l'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies constituent un pas important vers la solution de cette question.

12. En séance plénière de l'Assemblée générale, le Président du Mozambique a fait état de la relation qui existe entre la paix, la stabilité, la démocratie et le développement et a insisté sur le fait que le peuple mozambicain aspire à vivre dans l'unité et l'harmonie, dans le respect de la diversité, et en harmonie avec la culture de paix et de pardon qui s'est instaurée dans le pays. Lors de la Conférence sur la culture de paix et de bon gouvernement qui s'est tenue récemment à Maputo, il a été relevé que la paix et la démocratie sont des moyens essentiels de promouvoir le développement et rappelé qu'un cinquième de la population mondiale vit dans la pauvreté absolue, est analphabète et souffre de la faim ou de la malnutrition ainsi que de maladies endémiques.

13. L'orateur insiste sur l'importance de revitaliser l'action du Conseil économique et social afin qu'il contribue de façon plus active à la solution des problèmes économiques et sociaux, et se félicite du dialogue constructif de haut niveau qui s'est établi entre les États Membres, les organismes, les fonds et les programmes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods.

14. M. KAPANGA (République démocratique du Congo) déclare que sa délégation s'associe entièrement à la déclaration faite par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine et que les programmes imaginés pour assurer l'essor du développement des pays les plus défavorisés n'ont pas abouti aux résultats espérés; alors qu'ils devaient conduire au développement accéléré de ces pays et à la consolidation de la coopération internationale, on a vu s'accroître le nombre des pays les plus pauvres de la planète.

15. Il faut renforcer la coopération Sud-Sud et l'assistance technique des pays développés afin que les pays d'Afrique puissent se doter des capacités qui sont nécessaires pour créer des conditions propices à un développement durable. L'adhésion de la République démocratique du Congo à la Communauté économique de

l'Afrique australe prouve l'intérêt que son gouvernement attache à l'amélioration des relations bilatérales et multilatérales et à l'obtention de plus de compréhension et d'engagement pour son programme de reconstruction nationale. Ce programme porte, sur l'essentiel, sur des urgences et des actions de réhabilitation dont le caractère humanitaire mérite le soutien de la communauté internationale sans condition aucune. Le gouvernement a adopté un plan triennal qui donne la priorité aux infrastructures des transports et des communications, à l'agriculture, à la santé et à la protection sociale, à l'éducation nationale, à la création d'emplois et à l'éradication du chômage, enfin à la sécurité et à la protection des biens et des personnes.

16. La République démocratique du Congo, qui subit toujours les effets néfastes de la récente crise de la région des Grands Lacs, réitère sa demande d'application sans faille de la résolution 49/24 de l'Assemblée générale, relative à l'assistance spéciale aux pays d'accueil des réfugiés rwandais pour réparer à juste titre les dégâts et les préjudices causés par la présence massive de ces réfugiés. Tout en demandant ces deux assistances, la délégation congolaise demande instamment à la communauté internationale, qui a soutenu une dictature inqualifiable pendant plus de 30 ans, de reconnaître ses responsabilités et de permettre à la République démocratique du Congo d'aborder sans atermoiement le cap des élections prochaines. La délégation de la République démocratique du Congo rappelle que, malgré toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, son gouvernement n'est nullement en retard par rapport au processus de transition.

17. La délégation de la République démocratique du Congo accueille favorablement le rapport du Secrétaire général qui figure sous la cote A/52/203 et invite le Secrétaire général à approfondir sa réflexion sur les idées nouvelles et novatrices concernant en particulier la création d'un milieu favorable au rapprochement du microcrédit et du marché des capitaux, celle concernant les incitations à l'investissement au titre de l'aide ainsi que celle relative à la conversion de dettes en écocréances. La République démocratique du Congo, classée par les institutions de Bretton Woods dans la catégorie des pays à faible revenu fortement endettés, est très intéressée par les nouvelles initiatives prises par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en faveur des pays les plus endettés et estime qu'elles constituent un important appoint à l'actuelle stratégie de réduction de l'endettement en attendant que soit négociée une solution durable aux problèmes de l'endettement.

18. Mme BAI YONGJIE (Chine), se référant à la session de fond du Conseil économique et social qui s'est tenue en juin 1997 à Genève sur le thème "Promotion d'un environnement favorable au développement : courants financiers, y compris flux de capitaux, investissements et commerce", met l'accent sur les travaux réalisés au cours des réunions de haut niveau et sur la contribution importante que le Conseil apporte à la coordination et à l'orientation des politiques économiques. Considérant que les retombées de la mondialisation et de l'intégration continueront de se faire sentir durant quelque temps dans le développement économique et social de tous les pays, la délégation chinoise estime qu'il faudra, dans les réunions de haut niveau des sessions du Conseil, continuer d'étudier la coordination des politiques économiques dans le dessein de formuler des recommandations adéquates au sujet des mesures à adopter dans ce contexte.

19. La série des réunions consacrées aux activités opérationnelles qui ont pour but la coordination des activités des fonds et des programmes n'a pas abouti efficacement à l'objectif recherché. Il faut adopter de nouvelles mesures pour permettre au Conseil d'assurer une véritable orientation politique des divers fonds et programmes. Le Conseil devrait accorder la priorité au financement des opérations de développement qui constituent une partie importante du processus de revitalisation du rôle des Nations Unies dans les domaines économique et social, et propose des solutions viables à ce problème.

20. Conscient de la nécessité d'augmenter l'efficacité de ses divers organes et la coopération entre eux, le Conseil a amélioré leur coordination et leur orientation mais il y a encore lieu de procéder à d'autres améliorations. La tâche prioritaire du Conseil doit, aujourd'hui et dans les années qui viennent, consister à coordonner la mise en pratique des engagements conclus lors des conférences internationales des dernières années. Le Conseil a procédé à un vaste examen du travail de ses organes subsidiaires conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée générale. Ce processus devra se poursuivre jusqu'à aboutir à un succès dans le délai fixé par l'Assemblée. Vu la nécessité d'éviter la reduplication des efforts et d'augmenter l'efficacité, il faudra prêter attention à la coordination de cet examen avec d'autres démarches apparentées.

21. Il faut étudier tous les moyens possibles de mobiliser les ressources nécessaires pour la coopération internationale au développement. Il faut noter là que les nouvelles propositions concernant le financement constituent un complément nécessaire de l'aide officielle au développement, mais qu'elles ne peuvent pas la remplacer. Dans le même temps, la situation particulière des pays en développement doit servir de paramètre fondamental dans ce domaine puisque l'étude de nouvelles formes de financement a pour but d'aider davantage ces pays et de ne pas leur imposer de nouvelles charges. Le Secrétariat devra continuer à étudier et examiner tous les moyens de mobiliser les ressources, et présenter ses conclusions aux États Membres pour examen.

22. D'autre part, l'importance qui s'attache à la question de l'énergie, liée à la politique de l'environnement et du développement économique et social, est évidente. Lors de la formulation des politiques et de la mise en place d'institutions chargées de cette question, il faudra maintenir un équilibre entre ces deux volets. Actuellement, plusieurs organismes des Nations Unies étudient la question de l'énergie sous différents angles et il faut renforcer la coopération, la communication et la coordination entre eux.

23. Enfin, l'intervenante signale qu'au cours de la session de fond du Conseil économique et social la distribution de la documentation a subi de graves retards qui ont nui à l'efficacité du travail des États Membres. La délégation de la Chine espère que le Secrétariat prendra les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses.

24. M. GERUS (Bélarus) considère que la restructuration des travaux du Conseil économique et social est une des priorités de la réforme du système des Nations Unies. Un premier pas a été fait dans cette direction avec l'adoption de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, concernant les nouvelles mesures de restructuration et de revitalisation des institutions des Nations Unies dans les domaines économique, social et connexes, résolution en

vertu de laquelle a été mis en place un dispositif qui permettra au Conseil d'augmenter l'efficacité de ses travaux et de les concentrer sur l'obtention de résultats concrets.

25. Malgré les progrès réalisés au cours de l'examen du mandat, de la composition et des méthodes de travail des commissions techniques, groupes d'experts et organes subsidiaires du Conseil, il faut continuer de veiller à la pleine application de toutes les dispositions de la résolution 50/227 de l'Assemblée ainsi que du Programme de développement adopté le 20 juin 1997, texte dans lequel sont exposées les aspirations des États Membres au sujet de la promotion de la coopération pour le développement à l'échelle mondiale. Il faut noter, à ce sujet, la nécessité de renforcer le rôle du Conseil en matière de coordination et de programmation des activités opérationnelles en vue du développement, compte tenu des priorités stratégiques énoncées par l'Assemblée générale. Il faut aussi que le Conseil prévoie des mesures complètes pour élargir et renforcer la coopération avec les institutions de Bretton Woods et avec l'OMC, et qu'il prenne des mesures de coordination pour permettre l'application des conclusions et des recommandations des conférences mondiales tenues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Cela pourra se faire par l'intermédiaire des instances subsidiaires du Conseil en maintenant une coopération plus étroite avec le Comité administratif de coordination. Ces mesures sont importantes pour revitaliser les travaux du Conseil économique et social et en augmenter l'efficacité, conformément aux recommandations du Secrétaire général qui figurent dans son rapport du 6 juin 1997 sur la réforme de l'Organisation. Ce rapport proposait aussi la création d'un secrétariat opérationnel qui soutiendrait les activités du Conseil économique et social, ce qui revêt une importance particulière du fait que les services compétents du Secrétariat ne parviennent pas aujourd'hui à préparer la documentation nécessaire au Conseil.

26. La délégation du Bélarus propose de continuer d'organiser comme maintenant les diverses parties de la session de fond du Conseil économique et social. Quant à la restructuration et à la réforme du système d'organes subsidiaires du Conseil, elle soutient la proposition de regrouper dans la Commission du développement durable les fonctions du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et celles du Comité des ressources naturelles. Il conviendrait aussi de confier à la Commission du développement durable les fonctions de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

27. M. CRIGHTON (Australie) déclare que sa délégation soutient fermement la réforme de l'Organisation des Nations Unies et espère que l'Assemblée générale approuvera le plus tôt possible les propositions du Secrétaire général. Quant à la recommandation du Comité de planification du développement concernant la situation des pays les moins avancés, qui figure sous la cote A/52/3, il réaffirme que l'Australie soutient l'action de l'Organisation des Nations Unies et en particulier qu'elle apporte son appui aux initiatives nationales pour le développement. Il estime que la question de l'exclusion de pays du groupe des moins avancés devra être analysée avec attention afin de tenir compte de tous les facteurs pertinents.

28. La délégation de l'Australie prend acte des déclarations faites devant l'Assemblée générale par le Premier Ministre du Vanuatu et devant la Deuxième Commission par le Représentant permanent de ce pays concernant l'ajournement de

/...



l'examen de la recommandation du Comité de planification du développement à l'effet de retirer le Vanuatu de la liste des pays les moins avancés. Le cas du Vanuatu mérite une attention spéciale car son exclusion prématurée de cette liste pourrait compromettre ses programmes de réforme économique en cours. Le Vanuatu est confronté à des problèmes sociaux, économiques et écologiques tout particuliers qui mettent obstacle à son développement. Leur fragilité face aux problèmes économiques et financiers, leur extrême vulnérabilité aux catastrophes naturelles, leurs ressources limitées et sujettes aux fluctuations du prix d'un produit unique, la rareté de leurs ressources naturelles et leur capital humain peu nombreux se combinent pour rendre les petits États insulaires extrêmement vulnérables. La communauté internationale a reconnu ce fait en décidant de déterminer l'indice de vulnérabilité de ces petits États. Comme cet indice est encore à l'étude, et considérant l'effet qu'il aura éventuellement lors de l'examen des perspectives économiques et sociales des États, l'Australie estime qu'il est prématuré de retirer le Vanuatu de la liste des pays les moins avancés et soutient la demande faite par lui de renvoyer l'examen de sa situation à l'an 2000.

29. M. CABACTULAN (Philippines) se rallie à la déclaration faite par le représentant de la Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine et se dit satisfait du résultat des travaux effectués par le Conseil économique et social lors de sa session de fond de 1997. Il faut observer cependant qu'il aurait été opportun que le Président de la Banque mondiale ait lui aussi assisté aux réunions de haut niveau, comme l'ont fait divers ministres ainsi que les directeurs du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), afin d'encourager les pays membres à se faire représenter au plus haut niveau. Le dialogue engagé avec les directeurs exécutifs des fonds et des programmes a été des plus intéressants et il conviendrait de mettre en oeuvre des critères novateurs afin que l'échange d'opinions qui a lieu lors des sessions du Conseil soit plus dynamique et productif. D'autre part, les résultats des réunions de haut niveau, c'est-à-dire les conclusions qui en sont issues, devraient être résumés dans un document concis indiquant clairement les questions qui ont été étudiées et les décisions qui ont été prises.

30. S'agissant des activités opérationnelles, il faut se rappeler que le Conseil économique et social a adopté une résolution à l'effet de renforcer son contrôle des fonds et des programmes, dans laquelle il a recommandé à leurs organes directeurs d'examiner en priorité leurs programmes de financement, s'agissant en particulier des ressources de base, afin d'atteindre l'objectif convenu, et de relever l'objectif fixé pour les contributions volontaires provenant des sources publiques. Les responsables des fonds et des programmes devront faire connaître au Conseil, lors de sa prochaine session de fond, les mesures qu'ils ont adoptées à la suite de cette recommandation.

31. Le Groupe de travail de l'informatique a obtenu de grands résultats comme le prouve le rapport qu'il a présenté à la Commission concernant ses travaux. Il faut espérer qu'avec la nouvelle infrastructure et les services désormais disponibles, il sera plus facile de remettre en temps voulu aux délégations la documentation de l'Assemblée générale et celle du Conseil économique et social.

32. La délégation des Philippines souligne l'importance des idées nouvelles et novatrices à mettre en pratique pour trouver les fonds nécessaires à la concrétisation des engagements pris et des priorités arrêtées sur le plan mondial. Cette question n'a pu être étudiée avec l'attention voulue lors de la dernière session du Conseil et il faudra continuer de l'étudier lors de la prochaine série de réunions de haut niveau, ou peut-être l'inclure à l'ordre du jour d'une conférence internationale, afin de mobiliser les ressources nécessaires pour le développement.

33. M. DELANEY (Papouasie-Nouvelle-Guinée) estime que le Conseil économique et social a souligné une fois de plus la nécessité d'augmenter de façon substantielle les ressources de base destinées aux activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies concernant la coopération internationale pour le développement. Malheureusement, il s'agit là d'un problème qui n'est pas récent mais, s'il est résolu grâce à une véritable volonté politique, la communauté internationale pourra porter son attention sur d'autres questions, par exemple l'amélioration de l'exécution des projets sur le terrain, la coordination des politiques et la réforme du système des coordonnateurs résidents.

34. Comme le signale le Conseil dans son rapport, l'intégration plus poussée de l'économie mondiale peut entraîner une instabilité plus sérieuse, plus particulièrement sur les marchés financiers internationaux et, comme beaucoup de pays en développement n'ont pas pu bénéficier de la mondialisation de l'économie, il convient d'adopter des mesures efficaces pour les aider à trouver leur place dans l'économie mondiale. À ce sujet, la délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée se félicite de l'action menée par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat avec l'aide d'autres organes des Nations Unies dans le dessein de définir un indice de vulnérabilité applicable aux petits États insulaires en développement. L'utilisation de cet indice permettra de tenir dûment compte de la conjoncture économique et sociale véritable des États en développement particulièrement vulnérables.

35. La Papouasie-Nouvelle-Guinée réaffirme son soutien au Comité de planification du développement, rappelle que ce Comité doit conserver son indépendance et sa crédibilité comme il le fait depuis sa création, et souligne les importantes contributions qu'il a apportées à la communauté internationale et plus particulièrement au sujet de la liste des pays les moins avancés. La délégation de Papouasie-Nouvelle-Guinée est d'accord avec les évaluations auxquelles s'est livré le Comité conformément à la résolution 46/206 et qui figurent sous la cote E/1997/35. Au sujet du travail du Comité, cette délégation est fermement persuadée, considérant que l'élaboration de l'indice de vulnérabilité n'est pas encore terminée, que la recommandation à l'effet d'exclure le Vanuatu de la liste des pays les moins avancés est prématurée. C'est pourquoi elle souhaite fermement que cette question soit reconsidérée.

36. Mme McDONALD (Nouvelle-Zélande) partage le souci exprimé par la délégation du Vanuatu et par d'autres délégations concernant la recommandation prématurée d'exclure le Vanuatu de la liste des pays les moins avancés. Les chiffres sur lesquels se fonde cette recommandation sont incomplets et ne tiennent pas compte de la situation particulière du Vanuatu en tant que petit État insulaire. Les petits États insulaires du Pacifique figurent parmi les pays les plus isolés du point de vue géographique, sont vulnérables sur le plan écologique, souffrent de

graves déséquilibres économiques et financiers, disposent d'une base très limitée de ressources et d'une population peu nombreuse, enfin sont exposés aux catastrophes naturelles. L'élaboration de l'indice de vulnérabilité n'est pas encore suffisamment avancée pour que l'on puisse en prévoir l'effet éventuel sur la classification du Vanuatu et d'autres petits pays insulaires moins avancés. La Nouvelle-Zélande est pleinement d'accord pour que l'on retire de la liste des pays les moins avancés ceux qui ont atteint un niveau de développement qui justifie cette décision, mais elle considère que les éléments de jugement nécessaires n'existent pas encore en ce qui concerne le Vanuatu. Par conséquent, elle appuie la proposition à l'effet d'ajourner l'examen de la situation de ce pays jusqu'à l'an 2000, c'est-à-dire au moment où l'on disposera de données plus complètes sur lesquelles fonder la recommandation, et elle suggère que cet ajournement soit mentionné dans la décision d'approuver le rapport du Conseil.

37. Mme WILLIAMS-STEWART (Samoa) s'associe aux autres délégations qui ont soutenu la demande faite par le Vanuatu d'ajourner jusqu'à l'an 2000 la décision concernant son exclusion de la liste des pays les moins avancés. Le Samoa est d'accord pour que l'on retire des pays de la liste si l'on dispose d'informations suffisantes pour justifier cette décision et compte tenu de tous les facteurs qui pourraient influencer sur la situation socio-économique du pays considéré. L'exclusion de la liste des pays les moins avancés constitue une reconnaissance du succès du Programme d'action relatif au développement durable. Dans le cas des petits États insulaires en développement, il faut se référer à d'autres indicateurs pour déterminer leur degré de développement économique, par exemple ceux prévus dans le Programme d'action de la Barbade en relation avec lequel on travaille actuellement à la détermination de l'indice de vulnérabilité. Il est de la plus haute importance que l'étude de la situation économique des petits États insulaires en développement soit effectuée dans ce contexte, en utilisant des indicateurs qui tiennent compte des limitations auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en raison de leur taille, de leur fragilité écologique et de leur vulnérabilité économique.

38. Mlle FIGUERA (Venezuela) considère que la révolution informatique présente une menace d'une importance imprévisible et aux effets illimités, comme l'a dit à juste titre le représentant du Pakistan, Président du Groupe de travail de l'informatique, dans son exposé oral des travaux du groupe. On a commencé, dans certaines instances, à analyser ce en quoi consiste la "diplomatie virtuelle", ainsi que les répercussions que les nouvelles technologies de la communication peuvent avoir sur la gestion et la solution des conflits internationaux. L'un des volets les plus importants de la révolution informatique est précisément le risque de marginalisation. C'est pourquoi la délégation du Venezuela reconnaît l'importance de l'action menée par le Groupe de travail afin d'arriver à ce que les avantages de cette révolution se diffusent et échoient à un grand nombre de pays.

39. L'un des grands succès obtenus par le Groupe de travail a été de déterminer les besoins fondamentaux, qui se résument à trois : la connexion, la formation et l'élimination des obstacles à l'accès aux bases de données des institutions des Nations Unies. Une fois ces points résolus, le Groupe a su déterminer les possibilités que l'informatique offre pour tirer le meilleur parti des travaux de l'Organisation, réduire sensiblement les coûts et profiter au plus grand nombre possible d'États Membres. Même si l'on ne connaît pas les limites des

possibilités existantes et s'il reste encore beaucoup à faire pour que les pays en développement puissent bénéficier pleinement des avancées technologiques, il ne fait aucun doute que le Groupe a réalisé un excellent travail au profit de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, et que ce travail mérite d'être constamment encouragé.

40. M. KONDO (Japon) déclare que l'Université des Nations Unies peut bénéficier du plein soutien du Japon, c'est-à-dire du pays qui l'accueille. Durant la session de fond de 1997 du Conseil économique et social, la délégation du Japon a relevé la nécessité de faire procéder par le Corps commun d'inspection (CCI) à un vaste examen des activités de l'Université. Le Japon se félicite de ce que le CCI ait accepté cette recommandation et inscrit cette inspection à son programme de travail de 1998, et il espère que l'examen en question contribuera à augmenter l'efficacité du travail de l'Université.

41. M. McCOOK (Jamaïque) souligne l'importance du travail du Groupe spécial de l'informatique et les heureuses mesures qu'il a prises dans ce domaine grâce à la relation constructive établie entre le Secrétariat et les États Membres. La délégation de la Jamaïque félicite à nouveau le Secrétariat de l'ONU et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) des efforts menés par eux pour appliquer aux travaux de l'Organisation les plus récentes avancées des techniques de l'information.

42. Il faut en particulier prêter une attention constante aux services d'appui que le Secrétariat fournit aux États Membres et espérer que les moyens dont il dispose à cet effet soient renforcés. La délégation de la Jamaïque attend aussi avec intérêt l'échange d'informations qui doit avoir lieu au sujet de la "question du millénaire" et se réjouit que le Groupe de travail s'occupe de cette importante question. Des rapports récents ont mis en évidence que beaucoup de pays en développement ne seront peut-être pas en mesure de faire front à ce problème technique complexe et coûteux qui obligera à identifier et modifier les parties des programmes qui cesseront de fonctionner correctement au début de l'an 2000.

43. La délégation de la Jamaïque prend note en particulier des travaux effectués par la bibliothèque Dag Hammarskjöld au sujet du projet "Cyber School Bus" de diffusion par informatique, qui a aidé l'ONU à avoir accès à toutes les universités du monde. Elle observe aussi que les programmes de formation organisés par cette bibliothèque continuent de recevoir plus de demandes d'inscription qu'il n'est possible d'en accepter, ce qui dénote l'intérêt porté par les missions permanentes à l'utilisation des techniques de l'information dans leurs travaux. Il conviendrait que ces occasions de formation soient amplifiées pour satisfaire pleinement la demande.

44. M. KEREM (Israël) exprime la vive opposition de sa délégation à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil économique et social de la question des conséquences économiques et sociales des implantations israéliennes pour le peuple palestinien. Le Conseil est un organisme dédié à la promotion des questions économiques et sociales et il ne devrait pas se transformer en forum pour des batailles de politique et de propagande, ni pour la remise sur le tapis de questions politiques qui peuvent être traitées mieux dans d'autres enceintes.

45. Tout ce qui touche à la situation des Palestiniens fait actuellement l'objet de négociations directes entre Israël et les Palestiniens eux-mêmes. Même si le processus se déroule lentement, il ne fait aucun doute que les débats dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies ne le favorisent pas et, au contraire, servent uniquement à accentuer les tensions, à alimenter l'extrémisme et à renforcer le scepticisme traditionnel d'Israël au sujet des résultats qu'il faut espérer de l'Organisation.

46. Le traitement du conflit du Moyen-Orient a toujours été plus efficace lorsqu'il a été le fait des parties intéressées. Les résolutions réitérées à maintes reprises, de même que les rapports tendancieux du style de celui de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale déposé chaque année devant divers organismes, ne servent pas la cause de la paix. Le moment est venu de s'en passer et pour l'Organisation des Nations Unies, de consacrer son temps et ses ressources à d'autres questions plus importantes.

47. M. ŽEBRAKOVSKÝ (République tchèque) constate que l'assistance apportée aux délégations en matière de techniques de l'information a énormément augmenté durant les deux dernières années. Il convient de reconnaître les efforts de tous ceux qui ont contribué à cette augmentation. La révolution des techniques de l'information a deux moteurs principaux intimement liés l'un à l'autre : la technologie et l'homme. Il conviendrait peut-être de reconsidérer les priorités budgétaires et l'affectation des ressources des organismes des Nations Unies afin de pouvoir se maintenir à la hauteur des avancées technologiques. Même si la technologie revêt de l'importance, elle n'a aucune valeur sans l'intervention de l'esprit humain. On parle beaucoup du perfectionnement des ressources humaines, de l'éducation et de l'importance de la connaissance, mais il ne paraît pas que le système des Nations Unies fasse tout ce qui est en son pouvoir dans ce domaine. Il faut consacrer plus d'énergie, de temps et de ressources, non seulement à la fourniture de matériels techniques, mais aussi au développement des ressources humaines, ainsi qu'à l'éducation et à la formation du personnel du Secrétariat et aussi des experts des missions.

48. Dans sa résolution 1997/1, relative à la nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques des institutions des Nations Unies, le Conseil économique et social a demandé au Groupe de travail spécial de l'informatique d'élaborer une stratégie globale de gestion de l'information à l'intention de ces institutions. Considérant l'ampleur de cette tâche, il faudra peut-être transformer le Groupe de travail en un organisme plus élevé dans la hiérarchie. En tout état de cause, il conviendra de pouvoir compter sur le plein appui du Secrétariat et, à cet égard, il est très satisfaisant de constater l'intérêt personnel dont fait preuve le Secrétaire général pour ce qui touche aux technologies de l'information. En ce qui concerne le soutien institutionnel, la possibilité de nommer un chef de l'information chargé de la coordination des questions de développement mérite un examen attentif. Même si l'on a déjà accompli les premiers pas en vue d'appliquer les techniques de l'information dans le travail quotidien des délégations, il reste encore beaucoup à faire dans l'avenir prochain. Il faudrait faire tout ce qui est possible pour coordonner l'exécution de nouveaux projets dans ce domaine au sein du Secrétariat, car on améliorerait ainsi le volume d'informations apporté à tous ceux qui s'intéressent aux travaux des institutions des Nations Unies et on en augmenterait l'efficacité grâce à tous les investissements qui seraient

effectués dans les ressources humaines et les technologies. Chacune de ces deux raisons justifierait à elle seule l'adoption de modifications au niveau des budgets et à celui de l'organisation.

49. En fait, les technologies de l'information dont dispose l'Organisation des Nations Unies permettent l'accès aux documents par Internet. Il faut en étendre la couverture de façon que tous les documents soient disponibles sur les pages Web de l'Organisation dès qu'ils sont adoptés. Cependant, toutes ces technologies permettent uniquement une utilisation individuelle, même si le système des Nations Unies offre le meilleur recours possible à la collaboration en groupe. On pourrait faciliter ce travail en groupe, y compris au moyen d'un réseau plus limité d'ordinateurs personnels et des programmes appropriés pour l'utilisation collective qui existent déjà. La délégation de la République tchèque se considère privilégiée du fait qu'elle a assisté à une évolution de tant d'importance au sein de l'Organisation des Nations Unies et elle espère que les mesures exposées par elle seront appliquées le plus vite possible.

50. M. RAVOU-AKII (Vanuatu) s'associe à la déclaration faite à ce sujet par le représentant de la Tanzanie au nom du Groupe des 77 et de la Chine et remercie les délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Samoa du soutien qu'elles ont exprimé en ce qui concerne la situation du Vanuatu. Se référant à la résolution 1997/223 du Conseil économique et social, intitulée "Rapport du Comité de planification du développement sur sa 31e session", en date du 18 juillet 1997, l'intervenant déclare qu'il n'existe, dans la région du Pacifique, pas plus de cinq pays moins avancés, dont deux ne sont pas loin de satisfaire aux critères établis par l'Organisation des Nations Unies pour être retirés de cette catégorie. L'un de ces deux pays est le Vanuatu dont le retrait de la liste des pays les moins avancés a été approuvé par le Conseil économique et social dans la résolution précitée. À cet égard, il faut se rappeler que le Premier Ministre de la République du Vanuatu a signalé, dans sa déclaration du 7 octobre 1997 faite au cours de la discussion générale de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, que l'exclusion de la République du Vanuatu de cette liste était prématurée. La délégation du Vanuatu réitère les motifs sur lesquels se fondait cette déclaration.

51. M. MANELE (Iles Salomon) se rallie aux observations faites par le représentant du Vanuatu au sujet de l'examen attentif auquel il faut se livrer avant de retirer un pays de la liste des pays les moins avancés. Les critères d'exclusion ne doivent pas être uniquement économiques, c'est-à-dire le revenu par habitant, mais doivent également comprendre tous les autres facteurs qui rendent vulnérables les pays les moins avancés. Les petits États insulaires, en particulier, sont confrontés à des problèmes qui pèsent sur eux beaucoup plus que sur d'autres États. Parmi ces problèmes figurent les risques de dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles, la menace qui pèse sur leur sécurité économique, leur marginalisation par rapport à la mondialisation et à la libéralisation des échanges commerciaux, enfin leur profonde dépendance à l'égard des apports de ressources étrangères. Le concept de vulnérabilité doit prendre en considération la capacité des pays les moins avancés à affronter ces risques. Beaucoup de pays moins avancés sont très vulnérables même si leur revenu par habitant est relativement élevé.

52. Pour exclure un pays de la catégorie des pays les moins avancés, il faut qu'il remplisse les conditions voulues pour recevoir des crédits des institutions financières internationales. Cela concerne plus particulièrement les petits États insulaires dont l'accès aux crédits multilatéraux est en soi limité. En d'autres termes, l'obtention de résultats économiques satisfaisants peut jouer au détriment des pays dont les revenus sont élevés du fait de la suppression de leur accès aux crédits des institutions financières internationales. Il faut donc que la communauté internationale reconnaisse que la vulnérabilité des pays les moins avancés, et plus particulièrement des petits États insulaires, tient à de multiples facteurs qu'elle doit prendre en considération dans ses programmes et ses évaluations. L'indice de vulnérabilité qui sera utilisé devra être largement accepté. D'autre part, les pays les moins avancés doivent être prêts à accepter et affronter les problèmes qu'entraînerait leur exclusion de la liste.

53. M. KWOK (Singapour), se référant à la décision prise par le Comité de planification du développement d'exclure le Vanuatu de la liste des pays les moins avancés, rappelle que, petit État insulaire en développement, le Vanuatu est confronté à une série de problèmes particuliers. Le Groupe d'experts qui se réunira en décembre 1997 étudie déjà ces problèmes et les conséquences qu'ils comportent pour le développement du Vanuatu et autres petits États insulaires en développement, afin d'en tenir compte dans l'indice de vulnérabilité. La délégation de Singapour accueille avec satisfaction les travaux réalisés au sujet de cet indice, qui permettront de prendre pleinement en compte les besoins et le contexte particuliers de ces petits États et elle pense que ce travail pourrait avoir des conséquences significatives concernant la classification ou non du Vanuatu dans la catégorie des pays les moins avancés. L'exclusion prématurée de ce pays risque de compromettre le programme de réforme économique qu'a entrepris son gouvernement et c'est pourquoi la délégation de Singapour appuie la demande du Vanuatu à l'effet d'ajourner jusqu'à l'an 2000 l'examen de son statut de pays moins avancé.

54. M. BAHAMONDES (Canada) estime que le processus suivi par l'Organisation des Nations Unies pour déterminer si un pays doit être inclus ou non dans la catégorie des pays les moins avancés est satisfaisant et que les indicateurs utilisés sont adéquats. En raison de son objectivité, la liste des pays les moins avancés établie par l'Organisation des Nations Unies est reconnue comme un indicateur valable du degré de développement et c'est pourquoi elle est largement utilisée, y compris dans le contexte de l'ONU. Le Canada reconnaît et respecte cette objectivité et souhaite qu'elle perdure. Il faut néanmoins reconnaître que, de temps en temps, l'Organisation des Nations Unies doit revoir ses méthodes de travail.

55. Dans son rapport de 1997, le Comité de planification du développement a recommandé que l'Organisation des Nations Unies étudie la question de l'indice de vulnérabilité. Comme on l'a déjà signalé, les petits États insulaires se heurtent à des difficultés intrinsèques qui ont été reconnues par la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales. C'est pourquoi le Canada s'associe aux autres délégations qui ont demandé d'attendre, pour exclure le Vanuatu de la liste des pays les moins avancés, que l'on puisse évaluer avec équité sa situation, c'est-à-dire jusqu'à ce que soient menées à leur terme les délibérations concernant l'indice de vulnérabilité.

56. M. DRAUNIMASI (Fidji) considère qu'à l'instar d'autres États insulaires du Pacifique, et du fait de la rareté de ses ressources naturelles, du manque de produits de base à exporter, de la modeste diversification de son économie et des catastrophes naturelles qui le frappent tous les ans, le Vanuatu n'est pas encore en mesure de parvenir à un développement durable. Il faut noter aussi que l'exclusion de la catégorie des pays les moins avancés empêche les pays de recevoir des institutions financières des prêts à des conditions de faveur. C'est pourquoi la délégation des Fidji soutient la demande du Vanuatu et demande instamment l'ajournement de la décision de l'exclure de la liste des pays les moins avancés jusqu'au moment où il se trouvera en mesure de s'assurer un développement durable.

57. Le PRÉSIDENT annonce que l'examen du point 12 de l'ordre du jour est terminé.

La séance est levée à 17 h 25.